

Notre vision de la société, basée sur une association d'individus construisant un avenir commun, est étrangère aux jeunes des cités.

Un modèle social dépassé

par DIDIER GAULBERT

Après l'horreur du 11 septembre, le débat revient aujourd'hui sur les banlieues. Une récente circulaire du ministère de l'Éducation nationale demande aux professeurs de discuter avec les élèves de ces événements. Au même moment, une campagne de publicité télévisée adressée à ces jeunes prône le respect. Enseignant la philosophie dans un de ces lycées dit difficiles, je ne peux que constater à quel point nos analyses sont en profond décalage avec la réalité des banlieues.

Est-il besoin de préciser la clairvoyance de ces élèves pour qui il ne fait aucun doute que les Palestiniens et l'Irak ne sont que les cache-misère de Ben Laden alors que le Snes y voit les causes (atténuantes) des attentats terroristes? Est-il besoin de décrire leur ironie face aux modèles d'intégration proposés par la campagne publicitaire? Passons. Alors que certains parlent encore d'intégration ou d'objectifs sécuritaires, peu s'interrogent sur la véritable nature du phénomène.

J'enseigne la philosophie à ces jeunes et c'est peut-être par cela qu'il faut commencer pour comprendre. Reprendre les fondements philosophiques de la société française pour analyser ce qui se passe tous les jours sous nos yeux et que beaucoup décident d'ignorer. Au début du *Contrat social*, Jean-Jacques Rousseau établit une distinction décisive entre agrégation et association. La société pour Rousseau ne saurait être le fruit d'une multitude d'individus poursuivant chacun des buts particuliers mais d'une association d'individus s'unissant par un acte volontaire. La volonté générale, indispensable à toute société, ne saurait jaillir d'aucune multitude, d'aucune agrégation. Cette distinction est au cœur de notre vision de la société et de la civilisation moderne. Elle est la fondation de notre vision du monde. J'ai essayé maintes fois d'expliquer cette distinction à mes élèves de cités. Elle leur est incompréhensible. Ils ignorent ce que peut être un modèle social basé sur l'association de ses membres. Une écoute attentive m'a permis non seulement de comprendre que l'idée d'association leur paraissait étrangère mais plus encore de constater leur étonnement devant le fait que cette idée soit une évidence pour la France.

C'est un point capital et il faut le méditer longuement. J'ai pour cela un exemple. Un professeur de mon lycée demande à un élève de passer au tableau. Cet élève re-

fuse. Un professeur lui redemande, il refuse encore. Le professeur lui demande pourquoi il ne veut pas passer au tableau. L'élève répond que c'est son droit et que s'il ne veut pas passer au tableau, personne ne peut l'obliger à le faire. Il est peu important de savoir si cet élève sera sanctionné et si la coercition l'obligera à passer au tableau. Il faut prendre acte de ce qui se joue dans ce comportement. Pour cet élève, la volonté générale n'est pas implicite, elle n'existe pas. Autrement dit, son idée de la société n'est pas la nôtre. Est-il un trublion dangereux qu'il faut punir? Un barbare en puissance qu'il faut à tout prix éduquer? Je n'en sais rien. Il se revendique d'aucune idéologie et son acte n'est pas pour lui un acte de révolte. Il est la manifestation d'une évidence. Il ne sait pas ce qu'est une volonté générale. Je pense qu'il pourra aisément admettre qu'il faut respecter les lois et les règles collectives mais jamais dans le schéma de l'association rousseauiste, uniquement dans celui de l'agrégation. L'affaire du foulard, les incidents du match France-Algérie, la prétendue incivilité de la jeunesse des banlieues ne peuvent se comprendre qu'à cette lumière. Quand on ne propose que comme seule alternative aux problèmes

des banlieues l'intégration ou la coercition et leurs savants mélanges, on est encore dans le modèle de l'association. Et ce modèle est suranné.

Nous vivons dans un monde nouveau, une France nouvelle d'où le concept de volonté générale serait absent. Si l'intégration signifie participation à la volonté générale, elle est un combat perdu d'avance. Il ne sert à rien de s'accrocher aux vestiges du monde ancien, il n'existe plus. Les deuils sont toujours difficiles mais il faut les faire et accepter leurs conséquences.

Il faut affirmer clairement que toutes les tentatives nostalgiques de réinstauration d'un ordre républicain dépassé sont vaines. Les cours d'instruction civique en classe terminale, les réformes du programme de philosophie et les débats sur la citoyenneté n'y feront rien. Tous ceux qui les défendent sont dans l'imaginaire. Rien ne parviendra à recouvrir cette nouvelle réalité. Le constat peut paraître triste mais cette tristesse n'est rien si on la compare à la cécité de ceux qui veulent penser ce monde nouveau avec les outils du monde ancien.

Il faut des outils nouveaux pour penser un monde nouveau. Les intellectuels encore préoccupés par la vision politique du monde voudront à tout prix trouver des solutions. Ils font fausse route. Les

terroger sur les significations de cette société agrégative qui est la nôtre. Il est capital d'analyser ce qu'elle est capable de produire. Des individus qui tirent des roquettes sur les commissariats? Des antisémites d'un nouveau genre? Des intellectuels d'un nouveau type? Des croyants porteurs d'une nouvelle spiritualité? Des artistes

défenseurs de l'ordre ancien peuvent bien être effrayés par la force obscure de la multitude. Cela ne résout rien. Il est nécessaire, avant toute chose, de s'in-

d'une nouvelle expression? La jeunesse des banlieues est la France de demain. Elle porte en elle des valeurs originales et ce sont ces valeurs qu'il faut penser. Vraiment ●

Didier Gaulbert enseigne la philosophie en Seine-Saint-Denis (93). Il est l'auteur de «La Philo ça prend la tête – prof en cité» (Plon).